

**UNION - TRAVAIL - JUSTICE**

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

**NOUVEAU TARIF D'ABONNEMENT EN FRANCS CFA**

DESTINATIONS	1 an	6 mois
Libreville .....	26 000	13 000
Intérieur Gabon .....	28 000	14 000
Afrique équatoriale, Nigéria - Zaïre .....	30 000	15 000
Autres pays d'Afrique noire francophone .....	31 000	15 500
Autres pays d'Afrique .....	32 000	16 000
France .....	32 000	16 000
Europe .....	36 000	18 000
Amérique, Moyen-Orient .....	40 000	20 000
Asie, Océanie .....	42 000	21 000

Toute provision pour insertion devra être faite exclusivement par chèque, mandat postal ou virement au nom de Monsieur le Directeur «des Publications officielles» à Libreville, Compte Courant Postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville.

**ANNONCE**

1 000 F la ligne de 50 lettres, signes ou espaces, les lignes de titre ou d'un corps autre que le corps principal comptant double.

Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 500 francs.

Tarif au numéro : 2 000 F quel que soit le numéro ou l'année.

**POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES**  
**«DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES» – LIBREVILLE – B.P. 563 – TÉL. : 76.20.00**  
 Ceux-ci sont payables d'avance, mandat ou virement au nom de M. le Directeur «des Publications officielles» à Libreville  
 Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville

### SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

Ordonnance N° 2/97/PR du 14 août 1997, modifiant l'article 9 de la loi N° 17/70 du 17 décembre 1970, créant une juridiction spéciale pour les détournements des deniers publics. .... 149

Ordonnance N° 3/97/PR du 14 août 1997, portant modification de l'article 35 de la loi N° 12/94 du 16 septembre 1994, portant statut des magistrats. .... 149

Ordonnance N° 11/97/PR du 27 août 1997, relative à la programmation de la réforme de l'Administration publique gabonaise ..... 149

**MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES PARTICIPATIONS, CHARGE DE LA PRIVATISATION**

Arrêté N° 784/MFEBPP du 22 août 1997, portant réajustement des prix du sucre blanc en morceaux produit par la Sosuho. .... 151

Arrêté N° 785/MFEBPP du 22 août 1997, portant réajustement des prix de vente maxima du sucre granulé, en sac de 50 kg produit par la Sosuho..... 152

Arrêté N° 786/MFEBPP du 22 août 1997, portant réajustement des prix de vente maxima du sucre granulé, cristallisé, raffiné ou semoule produit par la Sosuho. .... 152

**ACTES EN ABREGE**

- Décrets en abrégé ..... 153

- Arrêtés en abrégé..... 154

- Décisions en abrégé..... 157

- Propriété minière - Forêts - Domaines et Conservation foncière - curatelle. .... 158

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

### Présidence de la République

*Ordonnance N° 2/97/PR, modifiant l'article 9 de la loi N° 17/70 du 17 décembre 1970, créant une juridiction spéciale pour les détournements des deniers publics.*

Le Président de la République, Chef de l'Etat;

Vu la Constitution;

Vu les décrets N°s 136/PR et 144/PR des 27 et 28 janvier 1997, fixant la composition du Gouvernement, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi N° 11/97 du 1er juillet 1997, autorisant le Président de la République, Chef de l'Etat, à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire;

Vu la loi N° 7/94 du 16 septembre 1994, portant organisation de la Justice;

Vu la loi N° 8/94 du 17 septembre 1994, portant modification de la loi organique N° 2/93 du 14 avril 1993, fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil de la Magistrature;

Vu la loi N° 17/70 du 17 décembre 1970, créant une juridiction spéciale pour les détournements des deniers publics;

Vu la loi N° 20/93 du 20 août 1993, fixant le statut particulier des greffiers;

La Cour administrative consultée;

Le Conseil des Ministres entendu,

#### O R D O N N E :

Article premier: La présente ordonnance, prise en application des dispositions des articles 47 et 52 de la Constitution, porte modification de l'article 9 de la loi N° 17/70 du 17 décembre susvisée.

Article 2: L'article 9 de la loi N° 17/70 du 17 décembre 1970 susvisée est modifié et se lit désormais comme suit:

*" La durée de la procédure depuis la date du réquisitoire introductif jusqu'à l'ordonnance de clôture du juge d'instruction ne saurait en aucun cas excéder deux ans.*

*Les procédures suivies en cette matière ont priorité sur toutes les autres et les délais impartis aux experts pour le dépôt de leurs rapports ne pourront excéder trois mois "*.

Article 3: La présente ordonnance sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 14 août 1997

Le Président de la République,  
Chef de l'Etat

El Hadj Omar BONGO

Le Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement  
Paulin OBAME NGUEMA

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice  
Garde des Sceaux, chargé  
des Droits de l'Homme  
Dr Marcel, Eloi CHAMBRIER RAHANDI

Le Ministre des Finances,  
de l'Economie, du Budget  
des Participations, chargé de  
la Privatisation

Marcel DOUPAMBY MATOKA

*Ordonnance N° 3/97/PR, portant modification de l'article 35 de la loi N° 12/94 du 16 septembre 1994, portant statut des magistrats.*

Le Président de la République, Chef de l'Etat;

Vu la Constitution;

Vu les décrets N°s 136/PR et 144/PR des 27 et 28 janvier 1997, fixant la composition du Gouvernement, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi N° 11/97 du 1er juillet 1997, autorisant le Président de la République, Chef de l'Etat, à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire;

Vu la loi N° 12/94 du 16 septembre 1994, portant statut des Magistrats;

La Cour administrative consultée;

Le Conseil des Ministres entendu,

#### O R D O N N E :

Article premier: La présente ordonnance, prise en application des dispositions des articles 47 et 52 de la Constitution, porte modification de l'article 35 de la loi N° 12/94 du 16 septembre 1994 susvisée.

Article 2: L'article 35 de la loi N° 12/94 du 16 septembre 1994 susvisée est modifié et se lit désormais comme suit:

*" Pour les nécessités de service et sur décision du Conseil supérieur de la Magistrature, un magistrat d'un grade supérieur peut être appelé à exercer des fonctions d'un grade inférieur.*

*Dans ce cas, l'intéressé conserve les avantages attachés à ses fonctions antérieures et perçoit, en outre, une indemnité incitative dès sa nomination.*

*Le montant de l'indemnité incitative visée à l'alinéa ci-dessus est fixé par voie réglementaire "*.

Article 3: La présente ordonnance sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 14 août 1997

Le Président de la République,  
Chef de l'Etat

El Hadj Omar BONGO

Le Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement  
Paulin OBAME NGUEMA

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice  
Garde des Sceaux, chargé  
des Droits de l'Homme

Dr Marcel, Eloi CHAMBRIER RAHANDI

Le Ministre des Finances, de  
l'Economie, du Budget, des  
Participations, chargé de la Privatisation  
Marcel DOUPAMBY MATOKA

*Ordonnance N° 11/97/PR, relative à la programmation de la réforme de l'Administration publique gabonaise.*